L.1033/1. VVV.

Conseil d'Etat - Raad van State
LEGISLATION - WETGEVING
L.
8 MAR 1950
Transmis à M. Bureau coordination
Overgemaakt aan de H.

ROYAUME DE BELGIQUE

KONINKRIJK BELGIE

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre de la Défense nationale, le 6 mars 1950, d'une demande d'avis sur un "projet de loi relatif à l'instruction gratuite, aux bourses d'études et à l'apprentissage professionnel, en faveur de certains combattants ou victimes de la guerre et de leurs ayants droit", a donné en sa séance du 27 mars 1950 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 6e Maart 1950 door de Minister van Landsverdediging verzocht hem van advies te dienen over een "ontwerp van wet betreffende kosteloos onderwijs, studiebeurzen en vakopleiding ten gunste van zekere strijders of slachtoffers van de oorlog en van hun rechthebbenden", heeft ter zitting van 27 Maart 1950 het volgend advies gegeven :

Le projet reprend en grande partie le texte proposé par le Conseil d'Etat dans son avis L . 205 du 1er avril 1949 (Chambre, Sess. 1948-1949, Doc. parlem. n° 470).

Ce projet soulève les observations suivantes :

I.

Le gouvernement ayant employé dans le texte français de l'arrêté du Régent du 31 mai 1949 organisant l'apprentissage aux frais de l'Etat au profit des bénéficiaires de certains statuts, le terme "apprentissage" sans y ajouter le qualificatif "professionnel", qui constitue un pléonasme, le Conseil d'Etat est d'avis d'adopter la même terminologie dans l'intitulé et les différentes dispositions du présent projet.

II.

La référence faite par le projet à l'article 49, alinéa 3, des lois coordonnées sur les pensions de réparation, pourrait avoir pour conséquence d'exclure du bénéfice de l'instruction gratuite les orphelins des combattants mentionnés à cet article, lorsque la pension accordée par le gouvernement allié est supérieure à celle prévue par la loi belge.

Telle n'étant pas l'intention du gouvernement, il convient de préciser dans le texte de l'article 1er que les orphelins mentionnés à l'article 49, alinéa 3, jouissent de l'instruction gratuite, quel que soit le montant de la pension accordée par le gouvernement allié.

../..

III.

Le Conseil d'Etat, dans son avis du 1er avril 1949 proposait la formule : "militaires qui ont combattu dans une armée alliée avec l'assentiment des autorités belges".

Le gouvernement préfère s'en référer à l'article 49 des lois coordonnées sur les pensions de réparation, qui emploie les termes : "Les militaires belges qui, au cours des hostilités, ont été transférés sur les contrôles d'une armée alliée, avec l'autorisation du gouvernement belge..."

De cette façon, le gouvernement s'en remet à l'interprétation donnée à cette disposition par la jurisprudence.

IV.

L'article 1er du projet précise que l'instruction des orphelins est à charge de l'Etat "dans les mêmes conditions et au même titre que pour les orphelins des prisonniers de guerre et des prisonniers politiques".

Le gouvernement entend ainsi que les conditions de l'instruction doivent être les mêmes pour les orphelins des prisonniers de guerre et des prisonniers politiques que pour les autres catégories d'orphelins bénéficiaires de l'instruction à charge de l'Etat. Les mots "au même titre" sont inutiles.

V.

Il vaut mieux insérer l'alinéa 2 de l'article 1er du projet dans l'alinéa 1er, en ajoutant les mots "quel que soit l'âge de ces orphelins" après les mots "est à charge de l'Etat".

Le Conseil d'Etat est d'avis de supprimer le dernier alinéa de l'article 1er du projet, qui prévoit une simple mesure d'exécution.

VI.

L'article 2 du projet reprend le texte proposé par le Conseil d'Etat, mais en substituant, à l'alinéa 1er, les mots "360 jours" aux mots "un an".

Il convient d'éviter cette substitution par souci de concordance avec l'article 17 de la loi du 26 février 1947 (prisonniers politiques) et l'article 24 de la loi du 18 août 1947 (prisonniers de guerre).

La même observation doit être formulée en ce qui concerne l'article 4 du projet.

VII.

L'article 5 du projet doit être mis en concordance avec le statut des prisonniers politiques (article 16 de la loi du 26 février 1947, modifié par l'article 8 du projet) et le statut des prisonniers de guerre (article 22 de la loi du 18 août 1947, modifié par l'article 7 du projet).

Le Conseil d'Etat propose donc, comme il l'avait fait précédemment, de compléter l'article 5 du projet par un deuxième alinéa ainsi rédigé :

"Le remboursement éventuel des sommes payées à titre provisionnel sera limité, en ce qui concerne l'apprentissage, au remboursement des majorations d'allocations et primes prévues en faveur des bénéficiaires de l'article 3 de la présente loi".

../..

VIII.

Par souci de concordance avec l'article 6 du projet et pour éviter toute discussion quant à la rétroactivité des dispositions qui permettent l'octroi provisionnel des avantages prévus, il conviendrait d'indiquer expressément les dispositions qui rétroagissent.

+

+ +

Pour le surplus, le projet n'appelle que des modifications de forme dont il a été tenu compte dans le texte ci-après proposé :

PROJET DE LOI RELATIF A L'INSTRUCTION GRATUITE, AUX BOURSES D'ETUDES ET A L'APPRENTISSAGE, EN FAVEUR DE CERTAINS COMBATTANTS OU VICTIMES DE LA GUERRE ET DE LEURS AYANTS DROIT.

CHARLES, Prince de Belgique,
Régent du Royaume,

A tous, présents et à venir, SALUT.

Sur la proposition du Ministre de la Défense nationale et du Ministre de la Reconstruction,

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

../..

Le Ministre de la Défense nationale et le Ministre de la Reconstruction sont chargés de présenter en Notre nom aux Chambres législatives le projet de loi dont la teneur suit :

Article 1er. -

L'instruction, à tous les degrés, des orphelins dont il est question aux articles 24, 26 et 27, § 1er, des lois sur les pensions de réparation coordonnées par l'arrêté du Régent du 5 octobre 1948 est à charge de l'Etat, quel que soit l'âge de ces orphelins, dans les mêmes conditions que pour les orphelins des prisonniers de guerre et des prisonniers politiques.

Les orphelins dont il est question à l'article 49, alinéa 3, des lois précitées, jouissent du même avantage, quel que soit le montant de la pension accordée par le gouvernement allié.

Article 2.

....(Comme au projet, mais en remplaçant, à l'alinéa 1er les mots "360 jours" par les mots "un an")....

Article 3.

....(Comme au projet, mais en supprimant le mot "professionnel" dans le texte français de l'alinéa 1er)....

Article 4.

....(Comme au projet, mais en remplaçant les mots "de 360 jours" par les mots "d'un an")....

../..

Article 5.

Le bénéfice des avantages prévus aux articles 1 à 4 peut être accordé à titre provisionnel par le Ministre compétent.

[Le remboursement éventuel des sommes payées à titre provisionnel sera limité, en ce qui concerne l'apprentissage, au remboursement des majorations d'allocations et primes prévues en faveur des bénéficiaires de l'article 3 de la présente loi.]

Article 6.

.... (Comme au projet)....

Article 7.

.... (Comme au projet, mais en supprimant le mot "professionnel" dans le texte français de l'article 22, alinéa 1er, et en rédigeant l'article 24_ter comme suit : "Les dispositions des articles 22, 23, 24 et 24 bis sortent leurs effets à la date du 1er juillet 1946.")....

Article 8.

.... (Comme au projet, mais en supprimant le mot "professionnel" dans le texte français de l'article 16, alinéa 1er, et en rédigeant l'article 17_ter comme suit : "Les dispositions des articles 16, 17, 17 bis et 24 sortent leurs effets à la date du 1er juillet 1946.")...

Article 9.

.... (Comme au projet, mais en supprimant le mot "professionnel" dans le texte français de l'article 11_bis, alinéa 1er, et en rédigeant l'article 11_quater comme suit : "Les articles 11 bis et 11 ter sortent leurs effets à la date du 1er juillet 1946.")....

../..

Article 10.

.... (Comme au projet, mais en supprimant le mot "professionnel" dans le texte français de l'article 9 bis, alinéa 1er, et en rédigeant l'article 9 quater comme suit : "Les articles 9 bis et 9 ter sortent leurs effets à la date du 1er juillet 1946.")....

Article 11.

§ 1er. ....(Comme au projet, mais en supprimant le mot "professionnel" dans le texte français de l'article 16, alinéa 1er)....

§ 2. Un article 16 bis et un article 16 ter, ainsi libellés sont insérés dans l'arrêté-loi du 24 décembre 1946 organisant le statut des résistants civils et réfractaires :

"Article 16 bis - .... (Comme au projet)....

Article 16 ter - Les articles 16 et 16 bis sortent leurs effets à la date du 1er juillet 1946".

Article 12.

§ 1er .... (Comme au projet, mais en supprimant le mot "professionnel" dans le texte français de l'article 9, alinéa 1er)....

§ 2. Un article 9 bis et un article 9 ter, ainsi libellés, sont insérés dans l'arrêté-loi du 24 décembre 1946 organisant le statut des déportés pour le travail obligatoire de la guerre 1940-1945.

"Article 9 bis - .... (Comme au projet)....

Article 9 ter - Les articles 9 et 9 bis sortent leurs effets à la date du 1er juillet 1946".

Donné à

PAR LE REGENT :
Le Ministre de la Défense nationale,

Le Ministre de la Reconstruction.

In dit ontwerp is de tekst die de Raad van State in zijn advies L.205 van 1 April 1949 heeft voorgesteld, grotendeels overgenomen (Kamer, Zitt. 1948-1949, Parlem. doc. nr 470).

Dit ontwerp geeft aanleiding tot volgende opmerkingen:

I.

Daar de regering, in de Franse tekst van het besluit van de Regent van 31 Mei 1949 tot organisatie van de vakopleiding ten laste van de Staat in het voordeel van de gerechtigden van sommige statuten, het woord "apprentissage" heeft gebruikt zonder pleonastische toevoeging van het adjectief "professionnel", is de Raad van State van advies dat men in de titel en in de verschillende bepalingen van dit ontwerp dezelfde terminologie moet aannemen.

II.

De verwijzing, in het ontwerp, naar artikel 49, lid 3, van de samengeordende wetten op de vergoedingspensioenen zou tot gevolg kunnen hebben, dat de wezen der in dat artikel vermelde strijders worden uitgesloten van het kosteloos onderwijs, wanneer het door de geallieerde regering toegekende pensioen hoger is dan dat, wat bij de Belgische wet is bepaald.

Aangezien de regering het zo niet bedoelt, dient men in de tekst van artikel 1 duidelijk te zeggen dat de in artikel 49, lid 3, bedoelde wezen kosteloos onderwijs genieten, om het even welk het bedrag is van het door de geallieerde regering toegekend pensioen.

.../...

III.

In zijn advies van 1 April 1949 stelde de Raad van State de volgende formule voor : "militairen die, met de toestemming der Belgische overheden, strijd hebben gevoerd in een geallieerd leger".

De regering houdt zich liever aan artikel 49 der samengeordende wetten op de vergoedingspensioenen, dat luidt als volgt : "De Belgische militairen die, tijdens de vijandelijkheden, met de instemming van de Belgische regering overgeschreven werden op de stamlijsten van een geallieerd leger ...".

Zodoende verlaat de regering zich op de interpretatie welke de rechtspraak aan die bepaling heeft gegeven.

IV.

Luidens artikel 1 van het ontwerp valt het onderwijs der wezen ten laste van de Staat "in dezelfde omstandigheden en om dezelfde redenen als voor de wezen der krijgsgevangenen en de politieke gevangenen".

De regering bedoelt hiermede dat de voorwaarden voor het onderwijs dezelfde moeten zijn voor de wezen der krijgsgevangenen en der politieke gevangenen als voor de andere categorieën van wezen die onderwijs genieten op kosten van de Staat. De woorden "om dezelfde redenen" zijn overbodig.

V.

Men neme lid 2 van artikel 1 van het ontwerp liever op in lid 1, met toevoeging van de woorden "om het even welke de leeftijd van die wezen is" na de woorden "valt ten laste van de Staat".

.../...

De Raad van State is van advies dat het laatste lid van artikel 1 van het ontwerp, waarbij een loutere uitvoeringsmaatregel wordt bepaald, kan geschrapt worden.

VI.

In artikel 2 van het ontwerp is de tekst overgenomen die de Raad van State heeft voorgesteld, maar in lid 1 wordt "een jaar" door "360 dagen" vervangen.

Ten einde in overeenstemming te blijven met artikel 17 der wet van 26 Februari 1947 (politieke gevangenen) en artikel 24 der wet van 18 Augustus 1947 (krijgsgevangenen), vermijde men die vervanging.

Dezelfde opmerking moet in verband met artikel 4 van het ontwerp worden gemaakt.

VII.

Artikel 5 van het ontwerp moet in overeenstemming worden gebracht met het statuut van de politieke gevangenen (artikel 16 der wet van 26 Februari 1947, gewijzigd bij artikel 8 van het ontwerp) en het statuut der krijgsgevangenen (artikel 22 der wet van 18 Augustus 1947, gewijzigd bij artikel 7 van het ontwerp).

De Raad van State stelt derhalve voor, zoals hij vroeger heeft gedaan, artikel 5 van het ontwerp aan te vullen met een tweede lid dat luidt als volgt :

"De eventuele terugbetaling van de voorlopig betaalde bedragen zal, wat betreft de vakopleiding, beperkt worden tot de terugbetaling van de verhogingen van uitkeringen en premies die bepaald zijn voor de gerechtigden van artikel 3 van deze wet.".

.../...

VIII.

Met het oog op de overeenstemming met artikel 6 van het ontwerp en ten einde iedere betwisting te voorkomen over de terugwerking der bepalingen welke de voorlopige toekenning van de bepaalde voordelen mogelijk maken, dient uitdrukkelijk te worden gezegd welke bepalingen van terugwerkende kracht zijn.

\+

\+ +

Voor het overige behoeft het ontwerp slechts vormwijzigingen, die in de hierna volgende tekst zijn opgenomen :

ONTWERP VAN WET BETREFFENDE KOSTELOOS ONDERWIJS, STUDIEBEURZEN EN VAKOPLEIDING TEN GUNSTE VAN SOMMIGE STRIJDERS OF SLACHTOFFERS VAN DE OORLOG EN VAN HUN RECHTHEBBENDEN.

KAREL, Prins van België,
Regent van het Koninkrijk,
Aan allen, tegenwoordigen en toekomenden, HEIL.

Op de voordracht van de Minister van Landsverdediging en van de Minister van Wederopbouw,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

De Minister van Landsverdediging en de Minister van Wederopbouw worden er mede belast in Onze naam bij de Wetgevende Kamers het ontwerp van wet in te dienen, waarvan de tekst volgt:

Artikel 1.-

Het onderwijs, in alle graden, van de wezen bedoeld bij de artikelen 24, 26 en 27, § 1, van de wetten op de vergoedingspensioenen, samengeordend bij besluit van de Regent van 5 October 1948, valt ten laste van de Staat, om het even welke de leeftijd van die wezen is, in dezelfde omstandigheden als voc de wezen der krijgsgevangenen en der politieke gevangenen.

.../..

De wezen, bedoeld bij artikel 49, lid 3, van voornoemde wetten, genieten hetzelfde voordeel, om het even welk het bedrag is van het door de geallieerde regering toegekende pensioen.

Artikel 2.-

.... (Zoals in het ontwerp, mits in lid 1 de uitdrukking "360 dagen " door de woorden "één jaar" wordt vervangen)....

Artikel 3.-

.... (Zoals in het ontwerp, mits in de Franse tekst van lid 1 het woord "professionnel" weggelaten wordt)....

Artikel 4.-

.... (Zoals in het ontwerp, mits de uitdrukking "van 360 dagen " vervangen wordt door de woorden "van een jaar") ....

Artikel 5.-

De voordelen bepaald bij de artikelen 1 tot 4 kunnen door de bevoegde minister voorlopig worden verleend.

De eventuele terugbetaling van de voorlopig betaalde bedragen zal, wat betreft de vakopleiding, beperkt worden tot de terugbetaling van de verhogingen van uitkeringen en premies die bepaald zijn voor de gerechtigden van artikel 3 van deze wet.

Artikel 6.-

.... (Zoals in het ontwerp)....

Artikel 7.-

.... (Zoals in het ontwerp, mits het woord "profes-

./...

sionnel" in de Franse tekst van artikel 22, lid 1, weggelaten en artikel 24 ter gesteld wordt als volgt : "De bepalingen der artikelen 22, 23, 24 en 24 bis hebben uitwerking met ingang van 1 Juli 1946.")....

Artikel 8.-

.... (Zoals in het ontwerp, mits het woord "professionnel" in de Franse tekst van artikel 16, lid 1, weggelaten en artikel 17 ter gesteld wordt als volgt : "De bepalingen van de artikelen 16, 17, 17 bis en 24 hebben uitwerking met ingang van 1 Juli 1946.")....

Artikel 9.-

.... (Zoals in het ontwerp, mits het woord "professionnel" in de Franse tekst van artikel 11 bis, lid 1, weggelaten en artikel 11 quater gesteld wordt als volgt : "De artikelen 11 bis en 11 ter hebben uitwerking met ingang van 1 Juli 1946.")....

Artikel 10.-

.... (Zoals in het ontwerp, mits het woord "professionnel" in de Franse tekst van artikel 9 bis, lid 1, weggelaten en artikel 9 quater gesteld wordt als volgt:"De artikelen 9 bis en 9 ter hebben uitwerking met ingang van 1 Juli 1946.")..

Artikel 11.-

§ 1. .... (Zoals in het ontwerp, mits het woord "professionnel" in de Franse tekst van artikel 16, lid 1, wordt weggelaten) ....

§ 2. Een artikel 16 bis en een artikel 16 ter, luidend als volgt, worden ingevoegd in de besluitwet van 24 December 1946 waarbij het statuut van de burgerlijke weerstanders en werkweigeraars wordt ingericht:

.../...

"Artikel 16 bis - .... (Zoals in het ontwerp) ....
Artikel 16 ter - De artikelen 16 en 16 bis hebben uitwerking met ingang van 1 Juli 1946.".

Artikel 12.-

§ 1. .... (Zoals in het ontwerp, mits het woord "professionnel" in de Franse tekst van artikel 9, lid 1, wordt weggelaten).

§ 2. Een artikel 9 bis en een artikel 9 ter, luidend als volgt, worden ingevoegd in de besluitwet van 24 December 1946 houdende inrichting van het statuut der gedeporteerden voor de verplichte arbeidsdienst tijdens de oorlog 1940-1945 :

"Artikel 9 bis - .... (Zoals in het ontwerp) ....
Artikel 9 ter - De artikelen 9 en 9 bis hebben uitwerking met ingang van 1 Juli 1946.".

Gegeven te , .

VANWEGE DE REGENT :

De Minister van Landsverdediging,

De Minister van Wederopbouw,

Etaient présents : Waren aanwezig :

Messieurs : J. SUETENS, président du Conseil d'Etat, président
De Heren : voorzitter van de Raad van State voorzitter

V. DEVAUX, conseillers d'Etat
M. SOMERHAUSEN, raadsheren van State

L. FREDERICQ, assesseurs de la section de législation
G. DOR, bijzitters van de afdeling wetgeving

G. PIQUET, greffier adjoint, greffier
adjunct-griffier, griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. SUETENS.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. SUETENS.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(signé) G. PIQUET.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(signé) J. SUETENS.

expédition délivrée à M. le Ministre
uitgifte afgeleverd aan de H. Minister

de la Défense nationale.
van Landsverdediging.

Le avril 1950.
Le Greffier du Conseil d'Etat,

De April 1950.
De Griffier van de Raad van State

K. MEES.